Document generated on 10/12/2024 4:16 a.m.

Revue d'histoire de l'Amérique française

CARTER, Sarah, *Lost Harvests, Prairie Indian Reserve Farmers and Government Policy*. Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1990. 323 p.

Donald B. Smith

Volume 45, Number 2, Fall 1991

URI: https://id.erudit.org/iderudit/304974ar
DOI: https://doi.org/10.7202/304974ar

See table of contents

Publisher(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (print)
1492-1383 (digital)

Explore this journal

Cite this review

Smith, D. B. (1991). Review of [CARTER, Sarah, *Lost Harvests, Prairie Indian Reserve Farmers and Government Policy.* Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1990. 323 p.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, *45*(2), 268–270. https://doi.org/10.7202/304974ar

Tous droits réservés © Institut d'histoire de l'Amérique française, 1991

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

CARTER, Sarah, *Lost Harvests, Prairie Indian Reserve Farmers and Government Policy*. Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1990. 323 p.

Sarah Carter vient de publier l'un des ouvrages les plus importants qui aient été consacrés aux Indiens des prairies canadiennes de la fin du XIXe siècle. Bien documentée et rédigée dans un style clair, son étude décrit les moyens utilisés par le gouvernement canadien pour empêcher et décourager ces Indiens de se lancer dans l'agriculture commerciale. Chacun des sept chapitres remet en question la thèse historique courante selon laquelle les valeurs «traditionnelles» des Indiens de la plaine étaient incompatibles avec le développement économique. S. Carter soutient de façon convaincante que ce ne sont pas les Indiens eux-mêmes et des conditions environnementales difficiles qui ont empêché la création de réserves vouées à l'agriculture commerciale, mais plutôt les politiques agricoles du gouvernement.

À la fin du XIXe siècle, les autorités du pays considéraient l'agriculture comme l'instrument qui permettrait de «civiliser» les Amérindiens. Elle leur enseignerait une nouvelle gamme de valeurs et graverait dans leur esprit les notions de citoyenneté canadienne et de civilisation. La culture de la terre

représentait, croyait-on, une solution permanente au «problème indien». Une fois adaptés à la vie agricole, les Amérindiens s'assimileraient au reste de la population et disparaîtraient. Tel était, en tous cas, le rêve qui prédominait au sein de la société.

Au Manitoba, avant la signature des traités des années 1870, plusieurs générations d'Indiens avaient pu observer des entreprises de culture et d'élevage et certains y avaient même participé. Les fermes des postes de la Compagnie de la Baie d'Hudson servaient de modèles. De plus, les premiers missionnaires encourageaient les autochtones à pratiquer l'agriculture. La disparition rapide des bisons avait aussi incité beaucoup d'Indiens à se tourner vers l'agriculture pour trouver une autre source de nourriture. Avec l'apparition de la crise alimentaire de 1878-1879, même les chasseurs de bisons les plus déterminés, les Cris de la plaine de la Saskatchewan d'aujourd'hui, étaient disposés à tenter de remplacer la chasse par l'agriculture. Pour cela, ces chasseurs de bisons avaient besoin d'une aide gouvernementale. Il leur fallait des instruments aratoires, des semences et des bœufs ainsi que des approvisionnements pendant la période de défrichage; il leur fallait aussi apprendre les méthodes culturales européennes. Dans les années 1870, à l'occasion des Conseils des traités, ils ont réclamé cette aide.

L'auteur a choisi de centrer son étude sur les Indiens du Traité Quatre qui vivaient sur le territoire qui constitue aujourd'hui le Sud de la Saskatchewan. Elle montre d'abord comment, au départ, ils se sont enthousiasmés pour l'agriculture. Pourtant, dès le début, le gouvernement de la région ne leur a pas fourni les instruments et le matériel promis. Il y a eu également des retards dans les livraisons de semences. Il est donc normal qu'à la fin des années 1870, au moment de la crise provoquée par la disparition du bison des plaines canadiennes, les Indiens aient fait peu de progrès en agriculture. De l'indifférence, une mauvaise administration et de l'incompréhension caractérisaient l'approche du gouvernement canadien.

L'aide qu'apporte enfin le traité Quatre en 1879 se révèle inappropriée. Les bureaucrates de l'Est du pays, ignorant les conditions agricoles qui prévalent dans l'Ouest, conçoivent une nouvelle expérience. À certains endroits désignés, des instructeurs agronomes doivent mettre sur pied des «fermes familiales». Celles-ci, croit-on, fourniront de la nourriture aux Indiens qui, du même coup, leur apprendront à cultiver. Le projet, confié à des amis du régime qui ignorent tout des conditions agricoles dans l'Ouest, est un fiasco qui ne fait que miner encore plus la confiance des Indiens envers les promesses du gouvernement.

En fouillant dans une masse de rapports gouvernementaux, Sarah Carter trouve des exemples des demandes insistantes des Indiens pour obtenir plus de machinerie et de bétail. Ils cherchent simplement à faire respecter les clauses du traité. Il est surprenant qu'environ quatre pour cent seulement d'entre eux se soient joints à la rébellion de Louis Riel en 1885. Fort heureusement pour le gouvernement canadien, la très grande majorité des Indiens respectent les engagements contractés par traité et demeurent dans les réserves.

À la fin des années 1880 et au début des années 1890, un fonctionnaire fédéral du nom de Hayter Reed énonce sa politique à l'égard des Indiens de l'Ouest. À titre de commissaire, puis de surintendant adjoint (ou sous-ministre) des Affaires indiennes, il croit qu'une main ferme s'impose. Il supervise étroitement les déplacements et les activités des Indiens et exerce des pressions sur les chefs de famille pour qu'ils s'établissent sur des fermes familiales. Il espère qu'à long terme, étant devenus des fermiers prospères, ils retireront leurs terres des réserves et deviendront citoyens canadiens.

En dépit de ce contrôle draconien et des mauvaises conditions climatologiques, à la fin des années 1880, les Indiens ont fait des progrès en agriculture, mais ils ont besoin de se doter de la nouvelle machinerie adaptée aux conditions de l'Ouest. Comme le souligne Sarah Carter, les fermiers établis près des réserves s'opposent à toute aide supplémentaire en faisant valoir qu'une telle aide favoriserait injustement les Indiens. Reed se rend à leurs objections et présente sa politique agricole «paysanne» destinée à empêcher les agriculteurs indiens de devenir des concurrents. Il veut faire d'eux des «paysans» autosuffisants, mais non des grands producteurs commerciaux. Il les établit sur des terres de quarante acres et refuse leurs demandes de machinerie. Les Indiens réagissent par la colère et le découragement et il est peu surprenant de constater que leurs progrès sont minces dans les années 1890. Pendant les deux décennies suivantes, le ministère des Affaires indiennes ne cesse d'exercer des pressions sur eux en menaçant de vendre leurs terres «excédentaires» sous prétexte qu'ils ne les utilisent pas.

En fermant le livre de Sarah Carter, le lecteur se sent attristé par tant d'occasions perdues. Faute d'avoir su répondre aux aspirations des Indiens des Prairies qui souhaitaient s'adapter à l'agriculture commerciale, le gouvernement canadien les a laissés dans une situation économique marginale et défavorable. Le titre de cet excellent livre, *Lost Harvests*, ne pouvait être mieux choisi.

Département d'histoire
Université de Calgary

DONALD B. SMITH